

Pierre-Claver Maganga Moussavou à la Vice-présidence de la République

La réalisation d'une grande ambition

Juste **KOMBILE MOUSSAVOU**

Libreville/Gabon

À 65 ans révolus, l'actuel maire de Mouila et leader du Parti social démocrate (PSD) devient l'un des plus importants personnages de l'État.

FAUT-IL y voir le couronnement d'une carrière politico-administrative bien remplie ? En tout cas, Pierre-Claver Maganga Moussavou, président du Parti social démocrate (PSD), a été nommé, hier, par décret du chef de l'État, vice-président de la République. À 65 ans révolus, l'actuel maire de Mouila devient ainsi l'un des plus importants personnages de l'État. Un rêve qu'il n'avait ja-

mais cessé de caresser en se présentant en 1993, 1998 et 2016 à l'élection présidentielle. Mais, surtout, il s'inscrit dans la lignée de Paul-Marie Yembi, vice-président de la République sous Léon Mba, et se voit confier les fonctions occupées naguère par Didjob Divungi Di Ndinge, son rival de toujours dans le chef-lieu de la province de la Ngounié. Diplômé en relations économiques internationales, ancien administrateur du Fonds monétaire international (FMI), ancien conseiller du président de la République et contrôleur général de l'État, ministre à plusieurs reprises, Pierre-Claver Maganga Moussavou s'est fait connaître du grand public, au sortir de la Conférence nationale de 1990, à travers son concept de la "provincialisaiton". Lequel, selon lui, à



Photo : BANDOMA

Pierre-Claver Maganga Moussavou, nouveau vice-président de la République.

travers un transfert de ressources financières et de compétences aux différentes provinces du pays devrait permettre de booster le développement de l'hinterland. Mais le commun des mortels retient surtout que "PC", comme l'appellent affectueu-

sement ses troupes, est l'un des rares membres du gouvernement à avoir claqué la porte sous Omar Bongo Ondimba pour marquer son désaccord par rapport à certaines inobservances des Accords de Paris. Un fait d'armes dont il n'hésite pas à

faire étalage dans plusieurs de ses causeries. Et qui lui a valu une célèbre passe d'armes avec Antoine de Padoue Mboumbou Miyakou, alors ministre d'État de l'Intérieur, qui le qualifia "de chômeur de luxe". Après s'être mis "en réserve de la République" au sortir de son échec à la Présidentielle 1998, il fut rappelé au gouvernement quelques années plus tard en qualité de ministre d'État chargé des Missions et de la Refondation, puis ministre de l'Aviation civile et du Tourisme et ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Évaluation des Politiques publiques, chargé de l'Artisanat. D'aucuns y ont vu une grande capacité de rebond. D'autres, un opportunisme politique à toute épreuve. Qu'importe, Pierre-Claver Maganga Moussavou, dont

ses plus farouches contempteurs stigmatisent "le snobisme", semble suivre inlassablement sa voie. Tant et si bien que, au sortir de la dernière élection présidentielle, il a pris part au Dialogue politique d'Angondjé en qualité de co/vice-président de l'opposition. Cela après avoir réussi à faire entrer son fils Biendi dans le premier gouvernement d'Issouze Ngondet. Là encore, ses adversaires se sont déchaînés pour dénoncer le positionnement de "l'homme de Moutassou", mu, selon eux, par "son unique ambition". "Une ambition au service de ses compatriotes", selon le leader du PSD. Marié et père de nombreux enfants, le nouveau vice-président de la République est détenteur de plusieurs distinctions honorifiques.

Après sa nomination comme président du Conseil économique et social (CES)

René Ndemezo'Obiang, le retour !

Jonas **OSSOMBEY**

Libreville/Gabon

Après sa démission fracassante du PDG, en 2015, le natif de Bitam et ancien directeur de campagne de Jean Ping se voit propulser à la tête de cette institution de la République. Une sorte de revanche pour celui que beaucoup donnaient pour mort. Un retour en force, à travers cette nomination dans une fonction qu'il a convoitée jadis.



Photo : BANDOMA

René Ndemezo'Obiang, le nouveau président du Conseil économique et social.

PARMI les nominations tombées hier, celle de René Ndemezo'Obiang comme président du Conseil économique et social (CES) est certainement l'une des plus parlantes. Tant l'homme a su renaître de ses cendres. Retour sur la trajectoire récente d'une personnalité qui a su manier habilement politique et intelligence compatibles avec les courants de l'heure.

Lorsque René Ndemezo'Obiang démissionne du Parti démocratique gabonais (PDG), le 28 février 2015, nombreux sont ceux qui y voient la fin de parcours d'un politique de rang quittant une barque qui lui a tout donné. Surtout d'en faire un acteur de premier plan, passant de la hiérar-

chie du parti au pouvoir à la gestion de plusieurs portefeuilles ministériels jusqu'en 2012. Habile manœuvrier, il était loin d'être fini. Après avoir rejoint certains de ses anciens camarades du PDG dans l'opposition, il saura jouer sa partition au point de décrocher le prestigieux poste de directeur de campagne de Jean Ping, alors candidat de l'opposition à l'élection présidentielle d'août 2016. Sitôt, les résultats connus, après un recours à la Cour constitutionnelle, celui qui s'est toujours dit "républicain", va lâcher ses "amis" opposants, au grand désarroi des partisans de ce camp.

Pour ainsi répondre favorablement à l'appel au dialogue du vainqueur de ce scrutin présidentiel, Ali Bongo Ondimba. Et il va jouer un rôle important lors de la tenue dudit Dialogue, en occupant la fonction de coprésident pour l'opposition. Non sans apporter une certaine caution politique, en tant qu'opposant radical, à ces assises. Partant de ce que les nominations, d'hier, ont pour objectif de mettre en musique les conclusions du Dialogue d'Angondjé, personne ne s'étonne de cette promotion. Même si, selon certaines langues, après sa sortie du gouvernement en 2012, le Bitamois a toujours lorgné

du côté du CES comme point de chute. Et comme nous l'écrivions, hier, dans ces mêmes colonnes, il était inimaginable de voir le président de Démocratie nouvelle (DN) au gouvernement. Il a préféré y envoyer ses proches, à

l'image de Patrick Eyogo Edzang (quoique député de l'Union nationale), ministre de l'Énergie, et Jonathan Ndoutoume Ngome, ministre Délégué à la Famille. Une fois encore, c'est en fin stratège qu'il a su jouer pour ne pas avoir les feux des projec-

teurs sur lui. Assumant au contraire, le rôle qui lui sied visiblement de distributeur de cartes parmi les siens. Il ne reste plus qu'à attendre qu'il fasse montre d'efficacité en fonction de la feuille de route qui lui sera adressée.

NOMINATIONS DANS LES INSTITUTIONS

Par décret n° 248 du président de la République, chef de l'Etat, en date du 21 août 2017, est nommé vice-président de la République :

M. Pierre-Claver Maganga Moussavou

Par décret n° 249 du président de la République, chef de l'Etat,

en date du 21 août 2017, est nommé président du Conseil économique et social :

M. René Ndemezo'Obiang

Par décret n° 250 du président de la République, chef de l'Etat, en date du 21 août 2017, est nommé président du Conseil national de la démocratie :

M. Séraphin Ndaot Rembogo

LOXIA Crédit Express
Rentrée Scolaire

Pour préparer la rentrée scolaire
Mme ELLA obtient un crédit de
5 000 000 de Fcfa en
3 jours

BP : 1246
Tél : (+241) 01 74 08 58
(+241) 04 20 05 92
(+241) 07 21 36 10
loxiaservices@bgfi.com
www.groupebgfibank.com

LOXIA
Une Société du Groupe BGFIBank